

Boîte à idées

Numéro 2 – septembre 2022



Sommaire

Édito.....	2
Actualités locales.....	3
La souris verte.....	3
Le comité de soutien de l'école des Frères Chappe.....	4
Petite histoire de l'Amicale Laïque	5
Actualités générales.....	9
Le travail gratuit refond l'échange monétaire.....	9
Les savoir-faire d'à côté et l'écologie.....	16
Déambulations.....	18
Allons-nous continuer la recherche scientifique ?.....	18

Les illustrations de ce numéro de la Boîte à idées sont :

- Des photos des membres de la rédaction ou des archives de l'Amicale laïque du Cret de Roch.
- Des extraits de *La navette*, revue éphémère d'avril 2022 créée à l'occasion de la Biennale du design.

ÉDITO

Voici le mois de septembre. La Boîte à idées s'était un peu assoupie pendant les mois d'été. Pacifiquement, contrairement à bien des endroits, le feu couvait sous la braise. Il a suffi d'un petit coup d'éventail et voici ce numéro tout chaud, bien vivant.

Avant d'aller plus loin, un petit conseil de lecture. Le numéro comporte des textes de nature et de longueurs différentes. Cela tient au génie propre de chacun des auteurs, des autrices. Certains, certaines ont besoin de place pour exprimer ce qu'ils, ce qu'elles ont à dire. D'autres ont le sens de la concision.

Cette diversité est une source de richesse. Nous avons pris le parti de préserver cette diversité. Nos moyens techniques et surtout humains ne permettent pas des parutions très rapprochées entre chaque numéro. Ce qui fait qu'il est possible de prendre et de laisser, suivant l'humeur du moment, tel ou tel article. À un autre moment le texte délaissé trouvera sans doute son lecteur, sa lectrice, tant mieux ! S'il est définitivement oublié, il aura permis à l'auteur, à l'autrice de préciser sa pensée, d'enrichir sa réflexion.

La Boîte à idées commence par des informations du quartier : *La souris verte* et le *Comité de soutien à l'école des frères Chappe*.

Nous poursuivons notre retour en arrière sur l'histoire de l'Amicale laïque du Cret de Roch dont nous fêterons les cent ans l'année prochaine.

Viendront ensuite deux articles qui adoptent un autre point de vue. Ils élargissent la perspective en réfléchissant sur deux thèmes :

- Le travail gratuit est omniprésent, avec plus ou moins d'intensité suivant les cas, dans nos actions. Quelle signification peut-on lui donner ?
- Valorisons l'héritage de notre passé industriel. Les classes populaires, dans leurs pratiques quotidiennes, faisaient des pas de côté qui leur permettaient de desserrer les contraintes qui pesaient sur elles. Ga-

geons, que dans la bifurcation en cours, cette créativité sera précieuse.

Voilà la présentation rapide de ce numéro. Sous des de-

hors de variétés, le fil conducteur pourrait être la dynamique de celles et ceux qui font des pas de côté peuvent insuffler à tout le corps social et ainsi ouvrir un nouvel avenir, loin des contraintes libérales.

Nicolas LAURENCEAU

ACTUALITÉS LOCALES

LA SOURIS VERTE

L'Atelier de la Souris Verte est une



jeune association ouverte aux cyclistes du Crêt de Roch et d'ailleurs pour les aider à entretenir et réparer leur vélo.

Tous les **mercredis** de

16 heures à 20 heures, une équipe de bénévoles ouvre les portes de l'atelier situé **place Fourneyron**, 1 rue Denfert-Rochereau à Saint-Étienne.

Mécanique vélo et outils conviviaux

Nous nous considérons comme **un lieu de rencontre, de partage de connaissances et d'entraide**. Nous accueillons les personnes pour les aider à réparer elles-mêmes leur vélo. Ainsi nous mettons à disposition des outils, des pièces détachées et du matériel pédagogique. Et surtout nous accompagnons les personnes qui n'osent pas se lancer seules dans une réparation.

Vélo et autonomie

Le vélo est un moyen de transport économique, écologique adapté à la ville, que le plus grand nombre peut facilement utiliser et entretenir. À l'atelier chaque personne **effectue les réparations elle-même** et peut apporter son aide aux autres.

Recyclerie spécialisée

Nous récupérons tous les vélos qui traînent. S'ils sont réparables, nous les **remettons en état**, puis nous les **vendons** à petit prix. Sinon, nous les **démontons** pour récupérer les pièces qui peuvent encore servir. Nous mettons ces pièces à disposition pour permettre aux autres de réparer leur vélo.

Participation

L'aspect financier ne doit être une limite pour personne. Le **prix libre** pour les adhésions et les pièces d'occasion permet à chacun de payer selon ce que l'on peut, ce que l'on estime juste ou ce que l'on a envie de donner.

Autogestion

Les bénévoles ouvrent les permanences et apportent des conseils sur les réparations mécaniques. Ils et elles se forment à la mécanique, lors de missions démontages ou de formations thématiques. L'association est gérée au quotidien par ses adhérents dans un **fonctionnement horizontal** visant à impliquer et responsabiliser tout le monde.

Ateliers mobiles

Parfois nous sortons de l'atelier pour effectuer des prestations, comme des **ate-**

liers d'initiation à la mécanique avec des jeunes publics ou des ateliers mobiles de contrôle technique.

Devenir bénévole

Il n'y a pas besoin de t'y connaître en mécanique pour venir **nous filer un coup de main**. Si tu souhaites rejoindre l'équipe de bénévole passe nous voir un mercredi.

Quentin

sourisverte@heureux-cyclage.org -
<https://mastodon.green/@sourisverte>

LE COMITÉ DE SOUTIEN DE L'ÉCOLE DES FRÈRES CHAPPE



Œuvre de Kouka Ntadi sur un mur de l'école des Frères Chappe

Action contre la précarité

Le Comité de soutien de l'école des Frères Chappe a vu le jour en 2018

suite à la découverte d'une famille en situation très précaire : une chaîne de solidarité s'est alors spontanément mise en place avec des dons ponctuels et réguliers.

Le dur désir de durer

est géré par des enseignants de l'école et des parents. C'est, dans un premier temps, par l'association « Un toit un enfant » que l'association a récemment stoppé son action car les bénévoles manquaient. Ils ont donc décidé, en septembre 2021, de créer notre propre association : le Comité de Soutien de l'école des Frères Chappe. Le comité est en attente de reconnaissance d'utilité publique.

son consiste à apporter un soutien matériel ou financier aux familles les plus démunies afin de garantir l'accès à un toit pour chaque enfant de notre école, condition essentielle à une scolarisation bénéfique. Actuelle-

ment 3 familles sont hébergées grâce au comité qui prend en charge le loyer et une partie des charges.

Ce sont les dons (ponctuels ou réguliers) et les actions des bénévoles qui permettent d'assurer ce suivi.

Chercher des soutiens

Dès le début va émerger l'idée d'organiser des soirées de soutien à l'Amicale laïque du Crêt de Roc. L'ALCR s'engage immédiatement en mettant à disposition ses espaces, et plus particulièrement la Cale, prêtant le matériel de sonorisation et laissant à disposition du comité les bénéfices des soirées.

Déjà quatre soirées ont été organisées pour répondre aux besoins du comité, avec malheureusement une longue pause due à la crise sanitaire. Le format imaginé pour ses soirées se veut le plus riche possible afin d'impliquer tout à la fois les familles de l'école et celles du quartier ainsi que des personnes d'horizons très divers.

La majorité des soirées se déroulent de la manière suivante :

- *Goûter* pour les familles de l'école

- *Spectacle* pour les enfants : nous ne remercierons jamais assez les artistes venus proposer bénévolement leur spectacle !

- *Repas* ou petite restauration

- *Soirée musicale* avec concerts, chorales d'horizons différents... permettant d'avoir un large public.

C'est une collaboration vraiment géniale qui existe avec l'ALCR. L'amicale joue pleinement son rôle fondamental pour le quartier de mise en relation des uns avec les autres. Elle est au service d'initiative de solidarité dans le quartier, elle soutient ses habitants et son école et n'hésite pas à mettre en avant les compétences de ces familles en difficulté que l'État abandonne trop facilement.

Vraiment MERCI !

Si vous souhaitez en savoir plus ou participer, vous pouvez nous contacter à l'adresse suivante :

comitedesoutienchappe@gmail.fr

Ariane

PETITE HISTOIRE DE L'AMICALE LAÏQUE

De la fin de la guerre à la période actuelle (2^e volume)

Dans le **numéro 1** de la Boîte à idées nous avons commencé à évoquer l'histoire de l'Amicale laïque du Crêt de Roch. Elle approche de ces cent ans. C'est un âge respectable pour une association. Il paraît important de s'inscrire dans une trajectoire qui nous dépasse largement.

Dans le précédent numéro Raymond Vasselon évoquait l'origine lointaine de notre association à l'orée du XX^e siècle. Il nous a laissés au moment de la Libération de Saint-Étienne.

Aujourd'hui, il nous propose la suite du parcours.

L'optimisme de la Libération

Dans le contexte plein d'optimisme de la libération, la vie associative reprend avec vigueur.

À l'Amicale Laïque, les activités solidaires, conviviales, sportives, et surtout éducatives et culturelles, reprennent. En pleine reconstruction du pays la pauvreté est massive dans les

quartiers ouvriers comme le Crêt de Roch. Il est remarquable que les activités dominantes soient de nature culturelle.



Viennent au second rang les activités sportives notamment la gymnastique de salle très pratiquée à l'époque dans l'ensemble de la ville. Le partage, la solidarité sont omniprésents.

On retrouve de nombreux comptes rendus du conseil d'administration faisant état de l'activité d'ateliers de confection de costumes de clowns, de costumes de théâtre, de tenues de ballerines. Les savoir-faire populaires sont considérables. Combinés à la solidarité, ils rendent au quartier des services considérables. On fait aussi du chant, de l'opéra. La « gerbe artistique » fonctionne à plein régime.



Il faut dire qu'à cette époque, la présence massive de la culture dans les milieux populaires doit beaucoup à l'engagement d'un homme d'exception : Jean Dasté. Venu de Grenoble, il a installé à Saint-Étienne la compagnie des Quatre Saisons en 1946. Puis est créé, dès octobre 1947, l'un des tout premiers Centres dramatiques nationaux de France. Jean Dasté assurera sa direction jusqu'en 1971.

Ce sont 25 ans de don de soi. Il ne faut jamais l'oublier, ces années ont laissé l'empreinte d'un théâtre profondément populaire, souvent joué sur les places de la ville, en plein air ou sous chapiteau. Nul doute que cette empreinte est pour quelque chose dans le développement actuel de la « culture de rue ».

L'association est en fait un foyer d'éducation populaire et citoyenne. Les activités *enfances* sont très développées avec notamment le patronage entièrement encadré par des bénévoles. Dès que le mauvais temps interdit les activités extérieures, on projette des films. Au programme on trouve Chaplin, Laurel et Hardy, des documentaires, en tout cas jamais n'importe quoi.

Dans cette période, les instituteurs jouent un rôle important dans l'association. Ils bénéficient d'un grand prestige moral, d'une autorité naturelle : les parents leur font totalement confiance.

En 1962, les administrateurs décident de créer une salle de cinéma : le « Ciné Roc ». C'est la grande période des cinémas de quartier, des ciné-clubs associatifs. La salle est équipée avec des sièges récupérés au cinéma le « Kursal » (il se trouvait avenue de la Libération) en cours de rénovation.

Le Ciné Roc est un cinéma très bon marché. Il organise beaucoup de séances pour les enfants. Dans l'ensemble, tant que les réseaux de diffusion l'ont permis, la qualité résiste. Cependant, le cinéma commercial bas de gamme est déjà à l'affût.



Puis tout s'accélère et le Ciné Roch cessera son activité en 1971. Ce sort sera celui de la quasi-totalité des cinémas associatifs.

Contrairement à ce que beaucoup de gens ont pensé, ce n'est pas la télévision qui a étouffé ce type de salles mais l'organisation de la distribution.

Le dernier quart de siècle et ses crises

Dans les années 1970, l'Amicale Laïque du Crêt de Roch entre dans une phase de déclin structurel, comme beaucoup d'autres. Une nouvelle politique de l'État, à visée « socioculturelle » se met en place et les centres sociaux font leur apparition. Les animateurs professionnels et les travailleurs sociaux formés et diplômés remplacent les militants considérés comme incompetents, et aussi trop « politisés ».

Peu de recherches et de réflexions ont été menées sur ce vaste processus de remplacement qui a modifié le rapport des milieux populaires à la culture et à la politique. Il est vrai que ce n'est pas un sujet simple : encore aujourd'hui, le rapport dans les associations entre professionnels et bénévoles n'est pas évident, rarement abordé sauf et souvent de manière trop passionnelle lorsque des conflits surgissent.

En 1977, une municipalité de gauche à majorité communiste transforme la salle de cinéma abandonnée en locaux

d'activité. Ces salles seront occupées entre autres par un très important club 3e âge animé par Marguerite Cartal, une commerçante de la rue de l'Éternité très charismatique. Le sport lui, a résisté et un important club de lutte gréco-romaine de haut niveau regroupe de nombreux jeunes. C'est avant tout grâce à son coach, un pédagogue remarquable aujourd'hui disparu, un des rares militants sportifs bénévoles encore en activité à l'époque : Joseph Ravel.

Dans les années quatre-vingt le centre de loisirs de l'Amicale Laïque est créé. Il est bien sûr financé par la CAF. À la demande des parents d'élèves, le soutien scolaire est mis en place au cours de l'année 1987. Il est assuré par des bénévoles qualifiés. Les activités enfances se développent et se diversifient. C'est sans doute au cours de cette période (1977, 1987) que la survie de l'Amicale Laïque s'est jouée.

Le paradoxe de la survie de l'Amicale laïque

Dans le contexte de la désindustrialisation massive et accélérée de la ville, dont les conséquences sociales, sanitaires, mais aussi culturelles sont considérables, elle tiendra le coup grâce au côtoiement improbable du secteur enfance et d'un « cercle ».

Le cercle est un bar associatif, dont le public est composé de joueurs de boule lyonnaise, de joueurs de billard, de joueurs de cartes, d'habitues. Le secteur enfance est un centre de loisirs classique, qui rend un service incontestable. Le projet associatif est flou, évoque bien sûr la laïcité mais manque de précision dans une période de montée des idées xénophobes.

Ce flou s'explique : d'une manière générale, la réflexion sur le rôle de l'Éducation Populaire est en panne. Dans les fédérations on parle de « produits

d'animation socioculturels », de services, de prestations, la gratuité est suspectée de produire l'irresponsabilité. On sent que le marché gagne du terrain dans les rapports associations-populations, on parle beaucoup de publics...

La politique de la ville : une occasion saisie

Dans les années 2000, la « politique de la ville » de l'État fait son apparition et le quartier en bénéficie : il est classé « sensible » et les associations peuvent obtenir des financements pour développer des projets. Avec Beaubrun Tarentaize, c'est un des rares quartiers de centre-ville ainsi classé. C'est une caractéristique stéphanoise, les couches populaires habitent encore en ville. Dans la plupart des autres villes, ce sont seulement des quartiers périphériques qui sont retenus par les dispositifs de la politique de la ville. En fait, l'habitat est largement paupérisé, le quartier dépeuplé.

La rénovation du quartier se met en route. L'Amicale laïque décide d'animer, dans la durée, un « projet éducatif d'environnement urbain et d'écocitoyenneté ». L'intitulé est un peu indigeste, mais la mise en œuvre fonctionne. Son principe est simple : il consiste à considérer la rénovation urbaine comme un support « grandeur nature » d'éducation populaire et citoyenne, à encourager la participation des habitants. On parle de développement durable, d'économie solidaire, de circuits courts, de recyclage, d'habitat écologique, d'écoquartier. Le projet invite enfants et parents, tous les habitants qui le souhaitent à s'intéresser et à s'impliquer dans cette grande mutation de leur cadre de vie, pour en devenir le plus possible les acteurs plutôt que des spectateurs inquiets.

Ce projet a un impact significatif sur le quartier, de nombreux acteurs s'en sont emparés et ont développé des projets autonomes tels que l'AMAP, les jardins partagés dans les friches urbaines, la réactivation de locaux vacants, l'habitat partagé.

Mais ce nouveau rapport au quartier, ces actions « hors les murs », ouvertes aux non-adhérents, est mal vécu par une partie du Conseil d'Administration qui considère que le cercle est le cœur de l'identité de l'Association. La crainte d'être submergés s'amplifie. À l'inverse, une autre partie du CA a fait le constat que des énergies et formes d'organisations nouvelles, solidaires, diversifiées, très créatives se sont développées de manière spectaculaire. Elles sont portées par la nouvelle génération plus présente dans le quartier du fait de la rénovation de l'habitat et sont à la recherche de lieux.

Certains travailleurs sociaux parlent de gentrification, de bobos. La fraction du CA attentive aux nouvelles pratiques rejette cette analyse. Si les nouveaux habitants disposent d'un capital culturel créatif, ils ont des revenus précaires, intermittents, toujours faibles économiquement. Dès lors, cette fraction du CA fait et affirme un choix politique de fond qu'on peut résumer ainsi : *les locaux sont un bien commun et tout collectif animant des actions utiles à la communauté, au quartier a droit à son usage.*

Le rapport entre les deux tendances se durcit. Dans cette difficile période de transition, une présidente Marcelle Mialon, fille d'un grand résistant (Marcel Thibault), imprégnée de culture communiste, au sens noble du mot, a contribué de manière décisive à l'issue positive et démocratique du conflit. Le débat sera tranché dans le sens de l'ouverture lors d'une assemblée générale (AG 2017) qui rassemble 180 adhérents (e) s, une des plus grandes

AG de l'Association. Marcelle Mialon est aujourd'hui décédée, mais par la décision des nouveaux CA, un espace important de l'Amicale porte son nom.

L'élan du XX^e siècle

L'histoire de l'association prend un nouveau cours. Le CA est totalement renouvelé, rajeuni, local : il est composé majoritairement de jeunes parents. Compte tenu des emplois du temps du travail moderne, l'accueil périscolaire est un service de premier plan pour ces familles. L'activité des bénévoles reste importante. Le projet associatif, plus précis, se fixe comme règle de mettre tous les moyens de l'Amicale au service des habitants du quartier et du bien commun. La culture, notamment la culture dite « de rue » occupe une place de premier plan. L'activité sur l'espace public est importante. Des espaces délaissés ont été aménagés, végétalisés en jardins, espaces de jeux et de rencontre. Ces actions sont l'occasion de rencontre avec de jeunes designers soucieux de partager leur compétence avec le milieu populaire : de leur point de vue les lieux délaissés recèlent des potentialités d'innovation importantes.

L'auto rénovation des locaux, des espaces extérieurs de l'Amicale fait par-

tie du projet associatif. Un atelier dit d'Autoprojection a été créé : il fabrique des mobiliers extérieurs, des composteurs, des jeux qui équipent les espaces que l'Amicale Laïque gère.

Désormais, l'Amicale Laïque et s'efforce d'être et de créer des lieux ouverts dans lesquels un « habitant quelconque » peut entrer, proposer aux autres un projet d'usage, d'embellissement d'un espace partagé, de soins, d'échange de savoirs et de savoir-faire, de culture.



Dans ces lieux, on peut, même de manière éphémère « préfigurer, expérimenter des mondes dans lesquels on aurait envie de vivre, en essayant de construire une autonomie ouverte ». La formule est empruntée à Alain Damasio et c'est peut-être un bon sujet de débat.

Raymond VASSELON

ACTUALITÉS GÉNÉRALES

LE TRAVAIL GRATUIT REFOND L'ÉCHANGE MONÉTAIRE

La civilisation capitaliste est celle qui a le plus largement développé l'usage de la monnaie. Cela est cohérent avec une ap-

proche de la réalité, la technoscience, que cette civilisation a conçue où les mathématiques sont la grammaire de l'univers.

Tout doit pouvoir être mesuré, étalonné. Ce qui ne peut l'être est réputé ne pas exister. Les transactions s'appuient sur un

équivalent général qui établit des relations plus ou moins fixes entre les différents échanges de l'espace social.

Dans un monde où la concurrence serait pure et parfaite cette fiction fonctionnerait. Pourtant, il semble qu'à toutes étapes du capitalisme une part non négligeable des transactions se passent de monnaie¹. Historiquement, les ouvriers paysans ont joué un grand rôle dans les phases préindustrielles en zone rurale, ou dans certaines phases de rebond dans le cadre de *District industriel*². Qu'en est-il aujourd'hui ?

Sur certains aspects l'emprise de la monnaie s'étend toujours plus. Bon nombre d'activités socialement utiles (aides à la personne, soins, solidarité, enseignement, culture, etc.) sont désormais socialisées, c'est-à-dire largement monétarisées. Comme elles relèvent de moins en moins de la sphère des solidarités familiales comme dans les sociétés traditionnelles, ces secteurs peinent à rémunérer correctement les salariés nouvellement in-

tégrés dans une sphère marchande qui peine à trouver une rentabilité.

Sous un autre angle, depuis quelques décennies, une part sans cesse croissante de la masse monétaire est détournée de sa fonction d'échange pour alimenter les errements de la spéculation. Ces déséquilibres reflètent les tendances, à l'œuvre dans le dernier demi-siècle, d'une civilisation dont les élites s'arrogent le droit de capter pour elles-mêmes plus que la richesse réellement produite par l'humanité au prix de la destruction des écosystèmes. Cela entraîne bien des inégalités dans la répartition des richesses. De ce fait, les sociétés ont de plus en plus de mal à assurer les productions dont elles ont besoin. Si elle y parvient encore, malgré tout, c'est que certaines transactions évitent le truchement monétaire.

Est-ce contraint et forcé ou est-ce un espace de liberté qui se dégage ?

L'objectif de ce texte est de réfléchir à l'articulation possible de ces deux phénomènes dans cette phase de bifurcation entre les civilisations de l'agriculture et celles de la complexité³.

Le flou social génère du travail gratuit

Diverses approches de la question sont possibles. Je vais privilégier une approche pragmatique à partir d'un exemple issu de notre quartier.

Il se trouve que la Ville de Saint-Étienne a entrepris de rénover les espaces de la Rue Neyron. Elle le fait dans le cadre d'un ensemble complexe d'institutions qui servent à maîtriser la durée. Dans un premier temps de nombreux bâtiments ont été détruits. Ils étaient en mauvais état. Un réaménagement n'était pas directement possible.

Ces destructions ont laissé de grands espaces vides. Cette situation va durer car l'usage de ces terrains n'est pas fixé par avance. Diverses questions sont en suspens. Certains sols sont très pollués du fait des activités antérieures. Cela limite, au moins à court terme, les usages possibles des parcelles.

Au-delà certains arbitrages sont difficiles à arrêter. Les acteurs présents sur place pouvant avoir des souhaits différents. Faut-il construire des logements ? Quels types de lo-

sations ? ; L'Harmattan ; 2021.

1 Wallerstein Immanuel ; Capitalisme historique ; Éditions La découverte ; 1996.

2 Alain Lipiez et Georges Benko ; La Richesse des régions ; PUF ; 2000

3 Nicolas Laurenceau ; Au-delà du capitalisme, quelles civili-

gements ? Faut-il prévoir des espaces d'usages collectifs laissant la place à de la végétation dans un secteur très minéral ? La rue Neyron ne peut être pensée comme isolée. À partir des zones libérées des constructions, il est possible d'envisager des liaisons piétonnes entre le bas de la colline (la gare de Chateaufort) et le haut (le cimetière du Cret de Roc) et au-delà le centre-ville de Saint-Étienne.

Le temps que les projets mûrissent une période de flou se met en place. Il n'est pas possible de prévoir l'échéance de l'aboutissement des décisions. Pourtant, il n'est pas possible de laisser en l'état les parcelles mises à nu. Les habitants de la rue, avec le soutien logistique de l'Amicale laïque, ont imaginé différents usages.

Il s'agissait d'aménager des espaces verts, des lieux de rencontre dans des bâtiments encore debout. Compte tenu des circonstances, il fallait pouvoir prévoir des utilisations *provisoires* pouvant être décalées d'un lieu à l'autre en fonction des circonstances. Comment faire ?

Les institutions ayant pignon sur rue ont beau-

coup de mal à prendre en charge ces situations. Les habitants du quartier mettent en commun leurs énergies ont aménagé, dans les espaces qui leur ont été concédés par la puissance publique, différents projets : La p'tite campagne, la ferme de la renouée, la table des déli-bérations et peut-être plus tard le verger nomade.

Ces lieux ont en commun un aménagement sobre. Le matériau de base étant la planche de coffrage. C'est une des rares externalités, entraînant des échanges monétaires, à entrer dans la mise en œuvre des projets. Les réalisations étant le fait du temps militant des habitants.

Les réalisations sont provisoires, facilement démontables et réaménageables dans un autre contexte toujours possible. Elles doivent beaucoup aux recherches d'Enzo Mari, un Italien qui travaillait dans les années soixante. Il proposait des plans de mobilier d'usage libre que chacun pouvait réutiliser à sa façon.

Ce contexte de provisoire, de réflexions partagées à long terme a su capter cette énergie créatrice tant qu'elle n'est pas figée par un carcan institution-

nel. La mise en œuvre n'est possible que parce qu'une partie non négligeable de la réalisation échappe à l'échange monétaire. C'est un fait. Sommes-nous dans un piège où les institutions si-phonnent l'énergie des marges ? Ou, au contraire, est-ce l'expression d'une créativité qui s'invente hors des sentiers battus ?

*La monnaie est
produite par des
institutions stables*

Cette première réflexion sur le *travail gratuit*, plus exactement l'analyse des activités ne donnant pas lieu à échange de monnaie dans des situations de flou, ne peut pas se passer d'une réflexion sur les processus qui valident originellement cette convention sociale qu'est la monnaie.

En effet, c'est une *convention* :

- Dans la mesure où le corps social, qui se pense comme *homogène* ce qui est loin d'être le cas, admet qu'un bien, qu'une abstraction comme dans les monnaies modernes, est commensurable avec tous les autres.

- Elle pourrait supposer que tout échange puisse trouver une *mesure* qui en épuise la valeur. La qualité de l'échange n'est pas une fonction simple de la durée de celui-ci, par exemple ? Il y a sans doute une part d'approximation qu'il n'est pas possible de réduire.

- Qui répartit les *quotités* entre les différents échanges. L'asymétrie des informations, des positions sociales fait que l'arbitrage entre ces quotités n'est pas une simple déclinaison de l'équilibre entre les offres et les demandes d'échange. La pénurie de footballeurs de haut niveau n'entraîne pas dysfonctionnement social majeur, alors que le manque d'éboueurs est vite insupportable pour la société. Pourtant, leurs revenus respectifs ne reflètent pas leurs utilités sociales comparées. Les institutions de la souveraineté, qui se pensent comme dominant des espaces comme stables géo-

graphiquement et temporellement, en régulant les équivalences monétaires servent à légitimer les arbitrages socialement asymétriques. Il ne s'agit que de faire en sorte qu'ils apparaissent, dans un contexte donné, comme un *truisme*.

Ces trois enjeux posent la difficulté de la régulation de cette convention sociale. Je me contenterai de quelques observations sur l'époque de la modernité pour ensuite m'interroger sur les évolutions dont pourraient avoir besoin les sociétés humaines pour bifurquer.

Quelles dynamiques des échanges sur le long terme ?

Du *travail gratuit* se glisse par différentes voies dans les interstices d'une société qui est moins immobile qu'il n'y paraît. En particulier, une part du travail gratuit est-elle générée par l'exploration de nouveaux rapports sociaux ? Dans cette hypothèse, comment repenser les institutions chargées de réguler les masses monétaires ?

La circulation monétaire n'épuise pas toute la richesse, toute la complexité des échanges humains. Certaines des lacunes de ces circuits peuvent être des scories de relations sociales enracinées dans la longue histoire comme beaucoup des comportements de la quotidienneté. Il peut aussi avoir comportements novateurs qui introduisent du flou, de l'aléatoire, de l'éphémère dans les comportements sociaux. Quelles lectures sociales et politiques pouvons-nous en faire ? Comment s'appuyer sur des comportements, sans doute encore marginaux, pour anticiper ce que pourraient être les régulations d'une civilisation qui se situent au-delà la grande séquence issue de l'agriculture.

Les rétroactions qui donnent de la consistance à la boucle « revenu - consommation » donnent-elles des indices de comportements transgressifs ? Dans une vision sommaire, la présence d'un certain revenu permet une consommation donnée. Celle-ci va produire des revenus d'un côté. Ceux-ci pourront alors s'inscrire dans une autre action de consommation. Un jeu à somme nulle s'installe qui devrait assurer à toutes et

tous la satisfaction de leurs besoins. Dans la société capitaliste l'essentiel des échanges est monétarisé. Pourtant certains comportements permettent de limiter les échanges : le capitalisme rural qui assure des revenus annexes aux salariés, l'utilisation des prestations des clients comme dans les applications informatisées. Ce sont des stratégies qui tendent à améliorer la rentabilité des capitaux dans une gestion à court terme.

Le capitalisme, à certaines phases de son développement, a fait le choix de mutualiser certaines prestations sous forme de services publics. Certains services ne donnent pas lieu à rémunération de la part des bénéficiaires directs. L'échange monétaire est alors asymétrique faisant intervenir un tiers qui a collecté ou fabriqué de la monnaie. Nous retrouvons là la malléabilité de convention sociale.

Toutefois les exemples précédents s'inscrivent encore tous à la marge de systèmes monétaires inscrits dans une régulation souveraine. Il est toutefois possible d'observer des situations qui s'en éloignent.

En 1973, quand les ouvrières et les ouvriers de *Lip*, une célèbre horlogerie bisontine, en conflit décident : « On fabrique, on vend, on se paie », ils ne sont pas encore complètement sortis du circuit monétaire souverain mais ont, pour le moins, fait un grand pas de côté. La légitimité de l'équivalent général qu'ils, qu'elles manipulent n'est pas hiérarchique mais sourd de leur engagement collectif. Ce n'est sans doute pas un hasard si Giscard, le Président de l'époque, a tout mis en œuvre pour réduire au silence ces trublions.

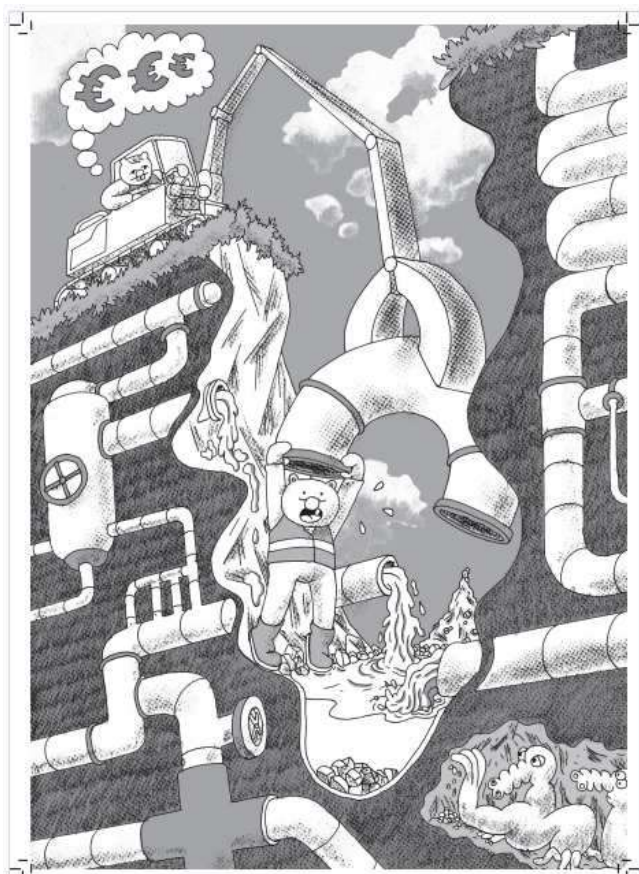
Plus récemment quand les conflits s'inscrivent dans la durée ils génèrent des circuits tout à fait spécifiques. Les ZAD, quand elles durent, voient s'installer des activités de production, largement destinées à l'autoconsommation – donc hors tout échange monétaire, du travail gratuit ? Cela alimente, néanmoins, pour une part, des marchés à prix libres permettant, entre autres, d'élargir le cercle des soutiens de l'action engagée. Cela permet de solvabiliser certaines activités qui n'y

parviendraient pas à s'insérer dans un circuit commercial formel. Comment se régulent les quotités de ces prix libres ? Il semble que pragmatiquement les acteurs s'harmonisent plus ou moins malgré des références proches existant dans les marchés formels avec les biais symboliques qu'ils peuvent comporter. Que deviendraient les arbitrages dans un contexte où de telles références deviendraient moins utilisables ? Verra-t-on la généralisation de l'étalon *temps* comme l'ont adopté les systèmes des SEL (Système d'Échange Libre) ou des *accorderies*. Ou pragmatiquement des valorisations plus subtiles seront-elles inventées ?

Bon nombre de nos associations pratiquent aussi les prix libres dans leurs activités atypiques, difficilement solvables dans les schémas idéologiques ha-

site toujours, plus ou moins certes, de longs apprentissages, des phases de préparation où l'acteur, l'actrice paraît immobile, mais qui sont néanmoins indispensables à la qualité de la prestation.

Toutefois, ce n'est pas parce que la situation paraît illégitime à un moment donné qu'elle ne parviendra pas, au gré des circonstances, à s'imposer face à l'Histoire. Peut-être serait-il temps de s'affranchir de cette servitude volontaire ?



bituels. Ce pourrait être une, encore timide, réponse à l'asymétrie idéologique de l'attribution de valeur aux activités humaines. Pour perdurer ils devront se perfectionner pour introduire de la subtilité dans l'appréciation de valeurs. Trop souvent, ces modalités, dans l'état actuel de choses, n'intègrent que les coûts directs de l'échange. Il faudrait pour être vraiment pertinent qu'elles puissent saisir le fait qu'une activité néces-

C'est particulièrement pertinent dans le cas des activités relevant de l'intelligence sensible c'est-à-dire non ou très mal quantifiable. Une voie à explorer pour permettre, à terme, de permettre aux activités sociales utiles, mais délégitimées par les idéologies encore dominantes de trouver, un jour peut-être, un équilibre socialement plus pertinent.

Ce processus affrontera, sans doute, une logique d'effet de seuil. Tant qu'il reste marginal son utilité ne sera qu'accessoire. Il aura du mal à rééquilibrer les échanges parasites que nous imposent les institutions bancaires officielles qui dérivent vers la spéculation la quasi-totalité des moyens d'échange.

Que pourrait-il se passer si la bifurcation dont nous pressentons le processus en cours produisait une société bien différente de la nôtre ? Resterait-il une monnaie comme convention dans un univers structurellement complexe ? Quelle place trouver à une fiction qui aurait comme vocation d'être commensurable avec tous les échanges désynchronisés dans le temps et l'espace ?

Est-il possible de trouver un mécanisme qui permette, dans la plupart des circonstances, des échanges au-delà du temps et de l'espace ? L'histoire assez longue montre que, pragmatiquement dès le paléolithique supérieur, les sociétés humaines ont expérimenté de tels outils. Cette démarche pourrait dépasser les limites d'une grande séquence.

Ceci dit on peut envisager des régulations différentes pour les échanges du quotidien ou ceux de l'échelle planétaire. Ces échanges devraient être en corrélation avec les philosophies politiques et sociales qui structurent l'organisation des sociétés humaines dans un contexte donné. De ce point de vue l'arbitrage entre quotité ne peut être l'expression d'un mécanisme déterministe mais le choix politique conscient. Il doit être aussi fluide qu'explicite.

La prétendue loi de l'offre et de la demande ne peut suffire à arbitrer les valeurs relatives des échanges. Elle est faussée par la puissance de l'offre qui peut se révéler capable de nous rendre indispensable le superflu. Elle peut être inopérante car il peut exister des échanges sans corrélation possible. Mais comment prendre en compte les différences d'échelle de temps ?

Dans la pratique, même s'il existe de nombreuses exceptions, les sociétés de la modernité ont, peu ou prou, adopté une grille de lecture qui associe durée des formations initiales

avec la valeur de la prestation. La question de l'utilité sociale n'est pas discutée. Elle devrait l'être ! Nous nous en rendons compte de plus en plus.

D'un autre point de vue, tous les échanges ne peuvent être quantifiés à l'échelle individuelle. Si chacune et chacun d'entre nous devait payer à son juste prix, à condition d'imaginer qu'un tel calcul soit possible, l'accès à un service de santé, d'éducation, etc. les sommes à prévoir seraient inaccessibles. Seule la mutualisation sur du très long terme de ces prestations les rend possibles. Encore plus compliqué à apprécier les échanges qui relèvent des affects, du sensible. Il n'est d'ailleurs sans doute pas souhaitable de le faire. Une approximation des valeurs respectives des échanges doit être acceptée en précisant les choix guidant cette détermination. Il conviendrait ensuite de trouver un mécanisme simple et robuste qui fasse qu'on ne soit pas obligé de réunir un congrès mondial chaque fois que l'on voudra échanger des boîtes de petits pois.

Il y a une forme d'hybris à penser qu'une institution

centralisée puisse à elle seule incarner les équilibres sociaux. C'est pourtant le rôle que l'on veut faire jouer aux banques centrales. Elles sont censées garantir une valeur presque constante et universelle – dans leur zone de compétence – à cette monnaie qui régule les échanges. De plus le fait que cette institution soit pensée comme *indépendante* l'éloigne encore plus des cœurs vivants de la société. Ainsi en s'enfermant dans une logique abstraite, les banques centrales pérennisent un prêt-à-penser des classes dominantes. Elles ne peuvent qu'accompagner leur désertion de la vie réelle en favorisant la spéculation, comme si la Valeur pouvait se réfugier dans leurs seules fictions. Même dans une autre perspective plus sociale, comme celle que nous propose Emmanuel Dockès dans son *Voyage en misarchie*¹, l'institution centralisée ne fonctionne que dans un contexte coercitif.

¹ Emmanuel Dockès ; *Voyage en misarchie : Essai pour tout reconstruire* ; Éditions du détour ; 2017.

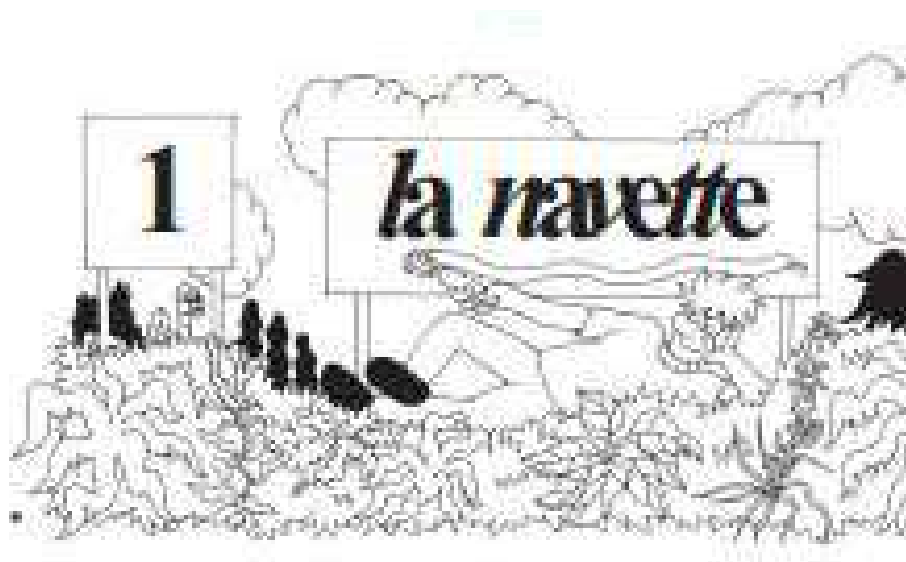
Je retiens de ces quelques observations que la régulation monétaire ne peut être le fait d'une abstraction comme ces prétendues indépendantes banques centrales. Les collectifs humains sont au cœur de la façon dont sont organisés les échanges.

Toutefois les collectifs humains sont des réalités complexes dont certaines dimensions se matérialisent

dans les échanges interindividuels et d'autres à l'échelle planétaire.

Les échanges à prix libre offrent des opportunités, notamment à court terme. Au-delà, c'est en fait l'organisation des débats politiques aux différentes

pourrait y en avoir plusieurs en même temps. Un équilibre s'élaborera progressivement dans la pratique des civilisations humaines qui s'inscriront



échelles qui piloteront les outils d'échange.

Dans un monde qui accepte sa complexité, il

dans cette perception d'un monde bien plus ouvert.

Nicolas LAURENCEAU

LES SAVOIR-FAIRE D'À CÔTÉ ET L'ÉCOLOGIE

Que se passe-t-il ou plutôt que reste-t-il quand les grandes usines ferment où s'en vont ? Dans notre agglomération, on a maintenant un peu de recul.

Transformation de la ville

Je résume, bien sûr à la louche :

* Parfois de nouvelles activités se développent mais de dimensions phy-

siques et surtout en termes d'effectif, sans commune mesure avec les défunts géants.

* Mais surtout beaucoup de gens partent. Ceux qui restent basculent dans la précarité et ses cortèges de malheurs. Les problèmes de santé physique et mentale explosent.

L'espace urbain se transforme, les quartiers « ouvriers » se vident, les

« cathédrales » industrielles rouillent, les friches apparaissent. Les communicants produisent des discours sur les mutations, le nécessaire changement d'image de la ville, l'inaptitude d'une partie de la population à s'adapter aux temps nouveaux, le rôle important des créatifs pour imaginer la suite. Bien sûr la vraie vie continue, la nostalgie est

finallement de plus courte durée que prévue : on n'a pas le temps d'être nostalgique quand il faut faire bouillir la marmite. La nostalgie est-elle un luxe ?

Les rénovations urbaines lourdes se mettent lentement en route. Les élus, leurs techniciens montrent des images prometteuses « ici, bientôt... ». Et comme tout commence par des démolitions, des « friches », des immeubles murés pour éviter les squats, les habitants sont un peu surpris.

La créativité populaire

Mais beaucoup se reprennent vite, réparent des logements, des locaux, des voitures, des vêtements, des vélos et certains proposent et réalisent des aménagements pour des coins délaissés. La rénovation lourde est un processus de longue durée, les rythmes de la vie sont quotidiens. Les outils de planification ne sont pas faits pour traiter cette tension.

À Saint Étienne beaucoup d'habitants ont traversé ces processus, les ont subis, mais globalement ont tenu le coup, sont restés et en partie grâce à eux, la ville a tenu le coup. On a beaucoup parlé de résilience.

Une énergie sous-estimée

En fait, une énergie, une force de travail mal identifiée et sous-estimée par les économistes a fonctionné et fonctionne encore à bas bruit mais à plein rendement : la combinaison des savoir-faire, de l'entraide, de la solidarité.

À Roubaix, un collectif a travaillé assez précisément sur les conséquences du départ des grandes usines. Dans un ouvrage « la ville vue d'en bas », ils racontent l'explosion de la précarité, de la débrouille, la nostalgie des anciens ouvriers, la lutte des classes pour l'espace urbain. Rien de bien original.

Mais au-delà, ce collectif a fait un travail précieux sur les traces culturelles, les savoirs, l'intelligence collective héritée du travail industriel. Il reste bien une mémoire pratique du travail industriel, portée par les anciens (e) s salarié (e) s qui valorise fortement « le travail créatif fait main ».

Le travail d'à côté

Mais c'est une mémoire décalée. Selon la sociologue Françoise Weber, la source de cet héritage se trouve dans ce qu'on peut appeler le « travail d'à côté » qui à l'époque de l'industrie était une

forme de travail à la marge, considérés par les « sachants » (avec une condescendance bienveillante) comme un loisir populaire à « faible intensité culturelle ». Ce constat vaut pour Saint Étienne.

Cette mémoire décalée du « travail d'à côté », essentiellement composé de savoir-faire est dans le milieu populaire le principal héritage de la période où l'industrie y était culturellement hégémonique. Ces savoirs faire s'expriment dans des pratiques que nous connaissons bien pour les avoir vus à l'œuvre dans notre quotidien, nos voisinages, nos rencontres, et souvent dans certaines de nos actions. En voici une évocation sans aucun ordre d'importance :

- La réparation notamment celle des automobiles dans le but de les conserver le plus longtemps possible,
- L'achat, l'échange et de vêtements d'occasion, de produits nécessaires à la scolarité des enfants.
- La récupération, la réparation de mobiliers et d'équipements électroménagers, de matériels informatiques,
- L'auto rénovation de logements dégradés qui a pris un essor spectaculaire dans la période qui a précédé les opérations

de rénovation conduites par la puissance publique,

- L'auto rénovation de locaux vacants,

- La récupération et la distribution de produits alimentaires en les sous-trayant au gigantesque gaspillage dont ils font l'objet,

- La récupération d'eau pluviale dans les jardins familiaux

- La remise en usage de friches urbaines et d'espaces délaissés, en recourant à l'auto-fabrication de mobilier, d'équipements de jardin, de jeux d'enfants et par le compostage et la végétalisation.

- On se souvient, bien sûr, de la fabrication de masques au début de l'épidémie de COVID alors que l'État et ses services étaient en diffi-

culté (Environ 2 000 dans notre quartier).

Réemploi - Végétalisation des espaces

Cette liste n'est pas exhaustive. On y retrouve un invariant : le souci du réemploi, du recyclage, de la réparation, du non-gaspillage, une préférence pour le végétal, qui a un parfum de sensibilité écologique.

Cette culture matérielle qui a joué un rôle considérable dans la période de désindustrialisation accélérée de notre ville permet toujours à beaucoup de gens enfermés dans les limites d'un pouvoir d'achat insuffisant de s'en sortir mieux et de gagner en autonomie.

Écologie populaire

Au fond, les catégories populaires ont des pratiques beaucoup plus écologiques que ce que les médias, les chroniqueurs, parfois même les militants écologistes en disent et qu'elles-mêmes en ont conscience.

Il faut donc cesser de répéter en boucle à ces catégories de notre population qu'il faut « faire des petits gestes écoresponsables » et qu'elles doivent renoncer à une logique de consommation à laquelle leurs revenus ne permettent pas d'accéder.

Et c'est plutôt une bonne nouvelle : *la question sociale et la question écologique s'épaulent pragmatiquement !*

Raymond VASSELON

DÉAMBULATIONS

Au fil de nos lectures, de nos soirées, certains événements ont retenu notre attention.

Nous les partageons à présent !

ALLONS-NOUS CONTINUER LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ?

C'est un drôle d'objet que ce petit livre qui transcrit une conférence prononcée par *Alexandre Grothendieck* en 1972 qui vient de paraître cette année, après son décès.

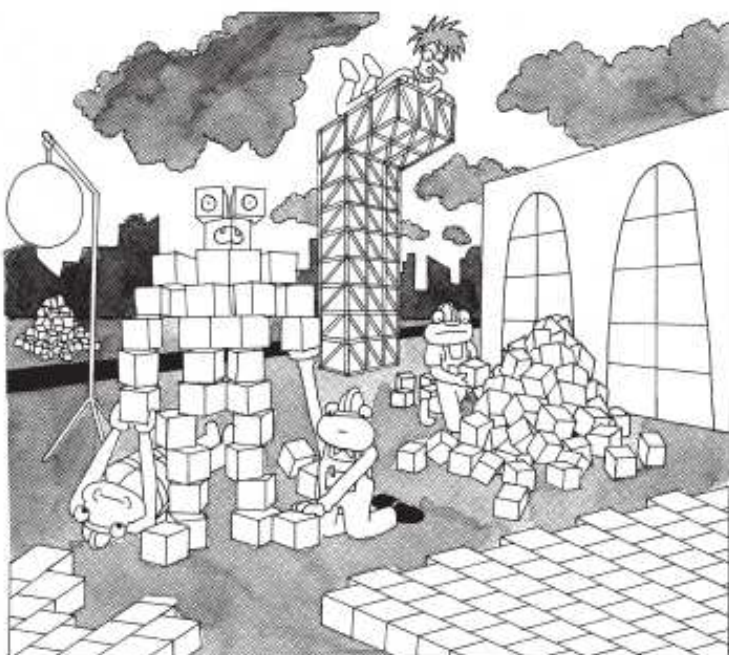
Avant d'évoquer le contenu de ces échanges, il me paraît utile de présenter le personnage : *Alexandre Grothendieck*. Il est né en Pologne en 1928 de parents anarchistes. Son père s'engage dans les Brigades internationales en Espagne. Réfugiée en

France, cela vaudra à toute la famille d'être internée dans différents camps. Le petit Alexandre parvient à reprendre des études au Collège Cévenol qui a accueilli tant de réfugiés pendant la deuxième guerre mondiale. C'est là qu'il découvre les mathématiques en développant ses propres méthodes.

Après guerre, il devient un mathématicien de tout premier ordre en renouvelant l'approche des problèmes. Cela lui vaudra en 1966 de recevoir la *médaille Fields* (l'équivalent du Prix Nobel pour les mathématiques). Durant cette période sa production mathématique est considérable en inventant de nouvelles voies d'approche des questions.

En 1967, il visite le Vietnam. Il constate les dégâts que provoque la puissance scientifique en permettant les armes terribles utilisées par les Américains sur le champ de bataille. Cela provoque une rupture dans sa trajectoire personnelle.

La conférence donnée en 1972 au CERN (Centre européen de recherches nucléaires), en 102 pages, expose ses interrogations sur le fonctionnement des collectifs de scientifiques, sur la finalité de la science, la spécialisation à outrance des démarches qui les rendent hermétiques à quasi-totalité de la population humaine. Il esquisse quelques suggestions pour inventer une nouvelle démarche où toute la population trouverait sa place. Il réfléchit à haute voix ce que pourrait être une démarche à inventer en répondant aux différents scientifiques qui assistaient à son exposé :



« La science [nouvelle] ne serait plus la propriété d'une caste de scientifiques, la science serait la science de tous. Elle se ferait non pas dans des laboratoires par certaines personnes hautement considérées à l'exclusion de l'immense majorité de la population, elle se ferait dans les champs, dans les jardins, au chevet des malades, par tous ceux qui participent à la production dans la société, c'est-à-dire à la satisfaction de nos besoins véritables, c'est-à-dire en fait par tout le monde.¹ »

Cette citation extraite d'une réponse à une question est essentielle. Au cours des réponses aux questions lors de cette conférence,

¹ Grothendieck Alexandre ; pages 49 et 50.

il a commencé par critiquer le fonctionnement en vase clos de chercheurs qui évoquent des questions qu'ils sont seuls ou presque à pouvoir comprendre. Du coup la finalité de la recherche n'est pas prise en charge par la société, toutes les dérives deviennent possibles.

C'est pourquoi il nous invite à repenser la façon de s'interroger sur les rapports entre l'humanité comme corps social et la planète. La recherche alors devrait orienter par les besoins, collectivement déterminés, de la vie. *Il évoque cette question qu'il nous reste, à présent, à mettre en œuvre !*

Ce texte a été occulté pendant cinquante ans. Pourtant, à de rares passages près, il reste d'une actualité bouillante.

Alexandre Grothendieck ; Allons-nous continuer la recherche scientifique ? ; Éditions du sandre ; Bruxelles ; 2022 ; 101 pages.

Nicolas LAURENCEAU

La Boîte à idées est éditée par une petite équipe de l'Amicale laïque du Cret de Roc. Nous vous invitons à nous rejoindre.

Cela peut se faire sous la forme d'une proposition d'article, ou plus simplement d'idée d'article. Pour ceux et celles que l'exercice inquiète, il est toujours possible de trouver le moyen de partager une idée et de progresser ensemble. Il suffit d'échanger.

Pour nous joindre : al.cretderoch@orange.fr